

Yves JEAN

Janvier 2008



CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS

Les Dossiers du CNI

SOUTIEN VIGILANT DU CNI A LA POLITIQUE SOCIALE GOUVERNEMENTALE

Yves JEAN

*Adjoint au maire de Courbevoie
Membre du Comité directeur national
du centre National des Indépendants*

Au-delà des problématiques de l'emploi dont l'une des principales caractéristiques de demain sera l'adaptation de la demande à l'offre, il y a le social et les aides dispensées par l'Etat ainsi que par les collectivités territoriales. La commission «et Emploi» du Centre National des Indépendants, présidée par Monsieur Yves JEAN, membre du Bureau politique national et Vice président de la Fédération des Hauts de Seine du CNI, confirme le maintien de son soutien aux réformes sociales engagées par le gouvernement mais réitère ses questionnements et ses attentes en matière de politique sociale:

Plaidoyer pour un assainissement des aides sociales et relance d'une politique dynamique et moderne de la famille

- Nous, CNI, sommes attachés à une certaine forme de solidarité nationale qui ne soit pas pour autant démobilisatrice:
 - Des aides pour compenser des inégalités de vie flagrantes ou des situations de dépendances indubitables : OUI
 - Des systèmes d'aides contestables qui disqualifient l'intérêt du travail légal et encourage la fraude : NON
- Nous qui sommes attachés aux valeurs du mérite, de l'effort et de «égalité de droit», nous demeurons opposés à toute politique d'assistanat objectivement non «causée»,
- Nous sommes contre le versement démagogique d'aides souvent inadaptées, injustifiées et en définitive non souhaitables, des aides qui au surplus peuvent se révéler à terme :
 - Porteuses d'inégalités, voire même d'injustices fiscales et sociales, porteuses d'incivilités et de comportements individualistes où «avoir de chacun se substitue au devoir citoyen »,
 - Porteuses, aussi, de facteurs de travail illégal parce que non déclaré et par conséquent non contributaire de droits sociaux en cela compris de «de retraite»,

- o Porteuses de facteurs d'accroissement d'une immigration clandestine en déshérence et en souffrance, qui contribue à l'expansion d'un sous-prolétariat corvéable.

Populations souvent indignement exploitées mais qui de fait participent aussi au développement de marchés économiques parallèles et de travaux illégaux («noir»),

- o Porteuses de divisions au sein de la société française et de ruptures de la cohésion nationale.

Populations qui renforcent l'expansion communautariste dans nos quartiers; phénomène explosif mais encore relativement contenu à court terme : phénomène déstabilisateur et dangereux pour notre société.

Si nous souhaitons que le gouvernement prenne en compte nos réflexions nous souhaitons qu'en parallèle il mette en œuvre une politique dynamique de la «famille française», une politique sur fond de république laïque et d'émancipation, une politique qui transmette des valeurs civiques et morales adaptées à la progressivité du temps, c'est-à-dire des valeurs comportementales, qui tout en intégrant nos différents passés, soient suffisamment renouvelées pour permettre de vivre dans la société multiethnique et multiconfessionnelle de demain, des valeurs «» qui, sans pour autant renier ce qui fut notre histoire, s'établissent dans le respect de l'autre et dans une vision moderne de la Nation.

Nous qui sommes tout cela et bien plus encore, nous soutenons les efforts du gouvernement pour ce qui concerne la réforme des politiques sociales qu'il a engagée. Nous demeurons néanmoins très attentifs quant aux résultats d'une ouverture politique dont on discerne mal l'impact, tant au niveau de la facilitation de la mise en œuvre des réformes contenues dans le programme du chef de l'Etat que de l'impact sur la bonne cohésion du ou même des «peuples de droite» qui l'ont porté au pouvoir.

*